

Terres Mouvantes

Leur guerre, nos terres

Le Mali, deuxième front de la guerre d'Ukraine



Une guerre venue d'Europe s'est installée sur nos terres. Voici comment, par qui, et qui paie.

Dans ce numéro

— **Le non-démenti de Paris.** Le 8 mai, un journaliste du Figaro cite une source sécuritaire française. Six jours plus tard, Paris refuse de démentir les faits.

— **La guerre Ukraine-Russie au Sahel.** Des combattants du FLA formés aux drones en Ukraine. Une technologie arrivée à Gao avant l'annonce de Zelensky.

— **L'attelage FLA–JNIM.** Séparatistes et jihadistes ont négocié leur coexistence avant de tirer. Résultat : un ordre politique de rechange et le blocus de la capitale.

— **Le prix de l'alliance russe.** Environ dix millions de dollars par mois, bientôt 38 % de la raffinerie d'or. La seule offre que Bamako pouvait accepter.

— **Cinq agendas, une addition.** Moscou, Kyiv, Paris, le FLA, le JNIM : chacun son objectif. La facture, elle, arrive au marché de Bamako.

SIGLES

FLA · Front de libération de l'Azawad

GUR · Renseignement militaire ukrainien

JNIM · Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)

CSP-DPA · Cadre stratégique permanent, Défense du peuple de l'Azawad

DGSE · Direction générale de la sécurité extérieure

FPV · First Person View (drones pilotés à vue subjective)

AIDEZ-NOUS À PORTER LA VOIX DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Terres Mouvantes existe parce que vous le partagez. Chaque transfert nous fait grandir : un groupe WhatsApp, un contact, une rédaction. Vous connaissez quelqu'un qui devrait nous lire, nous financer ou travailler avec nous ?

Écrivez-nous à redaction@terresmouvantes.org · courrier@terresmouvantes.org

Merci de faire exister ce journal.

Bamako, 7 mai. Abdoulaye Diop convoque les ambassadeurs et lâche le mot : « guerre hybride menée par procuration ». Pendant un an, on a ri. Puis Paris a cessé de démentir.

BAMAKO · 7 MAI 2026 · CORPS
DIPLOMATIQUE

Et Paris n'a pas démenti

Le 7 mai, salle Me Alioune Blondin Beye, à Bamako. Douze jours après les attaques coordonnées qui ont tué le ministre de la Défense Sadio Camara dans sa résidence de Kati, Abdoulaye Diop convoque le corps diplomatique. Le chef de la diplomatie malienne pose un mot sur ce que le pays traverse : une « guerre hybride menée par procuration ». Un mois plus tard, devant les médias panafricains réunis à Bamako, il enfonce le clou :

« Il y a des gens envoyés pour faire la guerre au nom d'autres personnes avec de supposés objectifs ou idéologies. »

ABDOULAYE DIOP, FORUM DES
MÉDIAS PANAFRICAINS, BAMAKO,
3 JUIN 2026

passait pour du complotisme d'État. En mai, Paris a cessé de démentir. Et chacun se sert : Moscou en or, Kyiv en revanche, le FLA en drones. Nous, on paie en riz et en carburant.

Deux jours après le discours de Diop, un journaliste du Figaro lui a donné raison. Et Paris, sommé de démentir, ne l'a pas fait.

Pendant un an, quand Bamako, Ouagadougou et Niamey dénonçaient un attelage entre rebelles, jihadistes et puissances étrangères, la réponse était toute prête : propagande russe. Dans les taxis de Dakar comme sur les plateaux parisiens, l'idée qu'une guerre d'Europe de l'Est puisse se jouer dans le Sahara

Paris, 8 mai, 7 h 15. Sur RTL, un reporter du Figaro cite une source sécuritaire française : des Ukrainiens opèrent au Mali avec les rebelles. Trois minutes qui forcent Paris à choisir : démentir ou se taire.

PARIS · RTL · VENDREDI 8 MAI, 7 H 15

Six jours, quatre capitales, zéro démenti

La séquence tient en une semaine. Le 7 mai, Diop parle de guerre par procuration. Le vendredi 8 mai, à 7 h 15 sur RTL, Georges Malbrunot, reporter au Figaro, cite une « source sécuritaire française » : des unités du renseignement militaire ukrainien, le GUR, opèrent au Mali « en coordination avec les rebelles touaregs » du FLA. Parmi elles, « quelques dizaines d'ex-légionnaires ukrainiens, des francophones ». Et cette phrase, attribuée à sa source : « Le paravent ukrainien a l'avantage de nous permettre de ne pas coopérer avec des jihadistes liés à al-Qaïda. »



8 mai, 7 h 15 : la chronique qui a forcé Paris à choisir entre démentir et se taire. Illustration : Terres Mouvantes

Le ministère des Armées répond par écrit. Le Quai d'Orsay en point presse. Aucun des deux ne dit : ces hommes ne sont pas au Mali.

PARIS · MINISTÈRE DES ARMÉES ·
QUAI D'ORSAY

Paris répond, sans jamais nier

Interrogé sur ces anciens légionnaires, le ministère français des Armées répond par écrit que si des militaires ukrainiens ont quitté la Légion étrangère « pour servir l'Ukraine de manière qu'ils jugent utile, la France n'a de son côté pas de commentaire à faire sur le sujet ». Le 13 mai, le porte-parole du Quai d'Orsay, Pascal Confavreux, ferme la marche : « Nous ne souhaitons pas commenter ces allégations sans fondement. » Puis : la situation au Mali est « le résultat d'un échec patent de la Russie ». Et enfin : « c'est aux autorités locales de décider des alliances qu'elles souhaitent pour leur pays ».

LECTURE · CE QUE LES RÉPONSES NE
DISENT PAS

Paris dément le rôle, jamais les faits

Relisez ces réponses. Aucune ne dit : ces hommes n'existent pas. Aucune ne dit : ils ne sont pas au Mali. Paris dément le rôle, jamais les faits. Quand un ministère a l'occasion de tuer une rumeur et choisit de hausser les épaules, le silence devient une information.

Wassim Nasr, de France 24, conteste tout. Les anciens légionnaires « ne sont pas au Mali », l'aide au FLA « ne s'est pas renouvelée ». Il ne cite aucune source. C'est le même journaliste qui documentait cette aide ukrainienne en 2024. Son démenti repose sur sa seule parole.

La chronique de Malbrunot s'appuie sur autre chose : quarante ans de scoops issus des services français. En 2022, il révélait la présence d'agents de la DGSE en Ukraine. Paris a démenti, les faits ont tenu. En 2024, il publiait que le renseignement français détenait des indices d'une attaque du Hamas avant le 7 octobre. Paris a démenti, puis nuancé. En 2020, il écrivait que Macron menaçait de sanctions les dirigeants libanais. Le président l'a pris à partie en public, le traitant d'« irresponsable ». L'Élysée s'en est expliqué au *Parisien* : « Le problème n'est pas qu'il ait des sources, mais qu'il ne nous laisse pas la possibilité de démentir. »

Aujourd'hui, même mécanique, même « allégations sans fondement », même silence sur les faits précis. Ce qui ne dépend pas de sources anonymes, c'est ce qui suit.

Tinzaouatène, juillet 2024 : les rebelles revendiquent 84 mercenaires de Wagner tués, et Kyiv confirme son aide à la télévision. Quatorze mois plus tard, le FLA avoue : ses hommes sont formés aux drones en Ukraine.

TINZAOUATÈNE · JUILLET 2024 →
OCTOBRE 2025

Kyiv revendique, le FLA avoue

Ce que l'Ukraine fait au Mali, on le sait d'abord par les intéressés eux-mêmes. Fin juillet 2024, après l'embuscade de Tinzaouatène où les rebelles ont revendiqué la mort de 84 mercenaires de Wagner et de 47 soldats maliens, Andriy Yusov, porte-parole du GUR, déclare à la télévision ukrainienne que les rebelles « ont reçu les informations nécessaires, et pas seulement des informations », pour mener leur opération. Six jours plus tard, le 4 août 2024, le Mali rompt ses relations diplomatiques avec Kyiv.

Côté rebelle, la ligne a évolué en trois temps, et la trajectoire dit tout. Début août 2024, dans *Le Monde*, la coalition séparatiste (le CSP-DPA, qui deviendra le FLA trois mois plus tard) ne reconnaît que des « liens avec les Ukrainiens, comme tout le monde ». Le 10 septembre 2024, son porte-parole Mohamed Elmaouloud Ramadane décrit au site français Contre-Poison une coopération avec les Ukrainiens qui « en est à sa première phase », et réclame une « aide sur le plan militaire, l'armement, la formation de nos com-

battants ». Octobre 2025, dans *Jeune Afrique* : des combattants du FLA ont été formés en Ukraine au pilotage de drones FPV armés, avant de revenir former les autres. De « comme tout le monde » à la formation avouée : quatorze mois.

Le 15 mai, le ministre ukrainien de la Défense, Mykhailo Fedorov, expose la doctrine dans le *New York Times* : « Les armes autonomes sont les nouvelles armes nucléaires. Les pays qui les possèdent seront protégés. » Son ministère forme les combattants du FLA aux drones FPV. La doctrine n'a pas de frontière. Le Sahel est le premier terrain hors d'Europe où elle s'applique.

Le 13 avril, Zelensky annonce qu'une position russe s'est rendue à des machines. Les drones du FLA avaient déjà frappé Gao un mois plus tôt.

UKRAINE · 13 AVRIL 2026 · GAO

Des soldats qui se rendent à des machines

Pour mesurer cette formation, il suffit de regarder ce qu'elle produit sur son terrain d'origine. Le 13 avril 2026, jour des industriels de la défense ukrainiens, Volodymyr Zelensky annonce une première dans l'histoire militaire, réalisée par la 3e brigade d'assaut quelques mois plus tôt : une position russe prise sans un seul fantassin, par des drones et des robots terrestres. « Les occupants se sont rendus, et l'opération a été menée sans infanterie et sans pertes de notre côté. »

Le Sahel n'a pas attendu la démonstration. Dès mars 2026, environ vingt-cinq drones kamikazes ont frappé le camp Firhoun ag Alinsar de Gao (sept frappes revendiquées par le FLA dans le mois), et les analystes estiment que certains étaient guidés par fibre optique, insensibles au brouillage. Une technologie mise au point par les soldats ukrainiens face à la Russie. Le FLA est le premier groupe armé non étatique du Sahel à l'employer. Douze jours après l'annonce de Zelensky, le 25 avril, le FLA et le JNIM lançaient leur offensive coordonnée d'un bout à l'autre du pays.

Le savoir-faire a traversé sans visa. Personne ne l'a déclaré en douane.



Été 2025 : robot de combat terrestre ukrainien. La technologie a atteint Gao avant l'annonce de Zelensky. Ministère de la Défense ukrainien



Ministère de la Défense ukrainien

Cinquante-huit soldats français sont morts au Sahel, tués pour l'essentiel par les jihadistes. Aujourd'hui, d'anciens légionnaires de l'armée française appuieraient les alliés de ces mêmes jihadistes. Paris ne dément pas.

PARIS · BARKHANE · 2013-2022

L'ennemi russe avant l'ennemi jihadiste

Reste la question française. RTL l'a titrée elle-même : « une hiérarchisation de l'ennemi ». Cinquante-huit soldats français sont morts au Sahel entre 2013 et 2022, tués pour l'essentiel par les groupes que combattait l'opération Barkhane. Aujourd'hui, d'anciens hommes de sa propre Légion étrangère appuieraient des rebelles militairement coordonnés avec le JNIM. Si l'allégation de Malbrunot est exacte, Paris a tranché : l'ennemi russe passe avant l'ennemi jihadiste, même quand le jihadiste a tué des soldats français.

On n'écrira pas ici que la France pilote cette guerre : une source anonyme ne suffit pas. Mais relisez les réponses de Paris : des phrases qui ne nient rien, prononcées par un État qui a les moyens de tout nier.

Cette prudence a soixante ans d'archives contre elle. Jacques Foccart, le « Monsieur Afrique » des présidents français, a tenu depuis l'Élysée des réseaux parallèles conçus pour que la France officielle garde les mains propres. Bob Denard, mercenaire français passé par le Katanga, le Biafra et le Bénin, a renversé des gouvernements aux Comores

pendant que les services savaient, toléraient, parfois orientaient ; à son procès, sa défense disait qu'il avait toujours agi avec leur bénédiction tacite, et l'État n'a jamais su le démentir. La méthode a un nom que personne ici n'a besoin de se faire expliquer : la Françafrique. Le démenti n'y est pas un obstacle, c'est l'outil. Et il fonctionne parce qu'à chaque épisode, l'observateur prudent conclut que ce cas précis n'est pas prouvé.

BAMAKO · MOSCOU · L'OFFRE

Moscou, seule offre sur la table

Le choix de Bamako est moins libre qu'on le raconte. Après les coups d'État de 2020 et 2021, les partenaires occidentaux ont suspendu l'essentiel de leur coopération militaire, conditionné le reste, puis plié bagage. L'offre russe, elle, tenait en trois lignes : des armes, un veto au Conseil de sécurité, pas de leçons de gouvernance. Aucune autre puissance ne proposait ce paquet. Le gouvernement de transition a pris ce qu'il y avait à prendre.

Dix millions de dollars par mois, et bientôt 38 % de la raffinerie d'or pour un groupe russe. C'était la seule offre sur la table.

SÉNOU · RAFFINERIE · 62/38

Payé en dollars, bientôt en or

Le prix est connu : environ 10 millions de dollars par mois depuis l'accord conclu avec Wagner fin 2021, jusqu'à 10,8 millions payables en partie en or, selon ADF, magazine du commandement militaire américain pour l'Afrique, une source qui a son camp. Et le canal de l'or se construit en dur : depuis juin 2025, la première raffinerie nationale sort de terre à Sénou, près de l'aéroport de Bamako. Capacité visée, 200 tonnes par an. Actionnaires : l'État malien à 62 %, le groupe russe Yadran à 38 %. Le discours dit souveraineté minière. Le registre du commerce dit que l'infrastructure de l'or malien aura un associé russe.

Ce que vaut la protection achetée, Kidal l'a montré. Le 27 avril, l'Africa Corps a évacué la ville sous escorte du FLA, au terme d'une sortie négociée. Les hommes de Moscou sont partis sous les huées, abandonnant derrière eux une station de contrôle de drones TB-2. Bamako paie le même prix pour un produit qui se dégrade, parce qu'aucune autre offre n'existe.

ALGER · 2015-2024

Même la diplomatie était écrite ailleurs

On objectera qu'il y a eu une autre voie : l'accord d'Alger de 2015, que le gouvernement de transition a enterré en janvier 2024. Voie de papier. Négocié sous patronage algérien et français, l'accord excluait les jihadistes, qui ont attaqué pendant dix ans comme si de rien n'était. Les mouvements signataires n'ont jamais désarmé, et Kidal a vécu huit ans en État de fait, hors de l'autorité de Bamako, pendant que le Groupe d'experts de l'ONU documentait, dès 2019, la « stratégie de coexistence » de certaines factions signataires avec les groupes armés. Au sud du pays, on y voyait moins une paix qu'une tutelle : Alger et les mouvements du nord fixant à Bamako sa propre organisation. En l'enterrant, le gouvernement de transition a enterré un texte que personne n'appliquait. Même la diplomatie qu'on offrait au Mali était écrite ailleurs.

Le 28 avril, le général Goïta assurait que « la situation est maîtrisée ». Le blocus de Bamako entre dans sa septième semaine.

Le FLA et le JNIM se sont entretués pendant des années. Puis ils ont signé.

FLA · JNIM · L'ACCORD DE TINZAOUATÈNE

Les villes au FLA, les campagnes à al-Qaïda

Face à lui, l'attelage le plus improbable de la région. Et, depuis le 25 avril, le plus efficace. D'un côté, le FLA, coalition séparatiste à dominante touarègue qui veut amputer le Mali de son nord. « Laïque », dit-elle d'elle-même : une étiquette taillée pour les chancelleries occidentales, et qui n'a pas survécu à la première négociation avec al-Qaïda. De l'autre, le JNIM d'Iyad Ag Ghali, la filiale sahélienne d'al-Qaïda, qui veut soumettre le pays entier à son ordre islamique. Ils se sont entretués pendant des années.

Leur accord, scellé courant 2025, est un monstre politique : pour obtenir la puissance de feu et la profondeur stratégique des jihadistes, le FLA a accepté le principe de la charia dans les zones conquises, en négociant une application adoucie. Le partage des rôles est d'un cynisme absolu : les villes au FLA, les campagnes aux hommes d'al-Qaïda, les juges validés par les deux mouvements avant nomination. Ce ne sont pas deux groupes qui se prêtent main-forte. C'est un ordre politique de rechange qui se met par écrit.

KATI · 25 AVRIL · 5 H 20

25 avril, 5 h 20 : six villes en une nuit

La preuve est venue le 25 avril, à 5 h 20 du matin : des frappes simultanées contre six villes, de Kidal jusqu'au cœur du pouvoir, et les verrous sécuritaires tombés en une nuit. À Kati, ville-garnison, une voiture piégée a tué le ministre de la Défense Sadio Camara chez lui, avec sa deuxième épouse et deux de ses petits-enfants. Les assaillants, selon le spécialiste Wassim Nasr, avaient « cartographié la zone, identifié les points faibles » et savaient « exactement où envoyer la voiture piégée ».

En soixante-douze heures, Kidal, Aguelhok et Tessalit changeaient de mains, l'Africa Corps évacuait sous escorte, et la force unifiée de l'AES, 15 000 hommes annoncés, répondait par des frappes aériennes sans qu'un seul soldat burkinabè ou nigérien ne franchisse la frontière. Pour la première fois depuis 2012, Bamako n'a plus le monopole des armes dans le nord. Et 2026 n'est pas une rejouée de 2012 : à l'époque, les jihadistes avaient chassé les séparatistes de leurs propres villes en quelques semaines ; cette fois, les deux ont négocié leur coexistence avant de tirer. C'est ce qui rend l'attelage plus solide. Et plus grave.

Septième semaine de blocus à Bamako. Trois axes sur six coupés, les camions brûlent, l'électricité vacille. Le JNIM n'a pas besoin de prendre la ville : il lui suffit de tenir la route.

BAMAKO · BLOCUS · 7E SEMAINE

Qui tient la route tient la ville

Dans la foulée, le piège s'est refermé sur la capitale. Le JNIM a décrété le blocus de Bamako, transformant les corridors vitaux qui montent de Dakar et d'Abidjan en zones de guerre. Trois des six grands axes d'approvisionnement sont coupés. L'asphyxie est méthodique : les camions sont incendiés, le carburant ne passe plus, et le groupe jihadiste a prévenu dès novembre que tout chauffeur routier forçant le passage serait traité en cible militaire. À la frontière sénégalaise, des chauffeurs attendent depuis deux mois sans pouvoir décharger ; une dizaine de compagnies de transport ont suspendu leurs liaisons vers Bamako, selon Jeune Afrique, et les chargeurs déroutent leurs cargaisons vers Abidjan. La capitale manque de carburant ; ce qui en arrive est réservé aux centrales thermiques d'EDM, et l'électricité vacille quand même.

Derrière la route, la caisse : l'économie de guerre du JNIM pèse environ 100 millions de dollars par an, dont 34 millions pour le seul orpaillage. L'attelage des contraires a réussi ce que personne n'imaginait : couper les artères d'un État enclavé pour consumer le pouvoir de l'intérieur. Il ne tiendra peut-être

pas dix ans. Il n'en a pas besoin : il lui suffit de tenir la route plus longtemps que la ville ne tient sans elle.

BAMAKO · KAYES · KIDAL

La facture arrive au marché

Leur guerre devient la nôtre en quatre maillons. Des partenariats opaques arment tous les camps. Les camps se disputent les routes. Les routes bloquées retiennent le carburant et les céréales. Et les prix montent dans les quartiers de Bamako, où les familles stockent le riz, l'huile et l'eau.

Et il y a le miroir, qu'on regarde moins. Un rapport de l'observatoire All Eyes on Wagner, publié en février 2026, a identifié 1 417 Africains de 35 pays recrutés par des réseaux liés à Wagner pour combattre en Ukraine entre 2023 et mi-2025. Des Africains meurent dans leur guerre là-bas ; leurs vétérans viennent faire leur guerre chez nous. Les guerres des autres se sont toujours soldées en vies africaines. Cette fois, le compte tourne dans les deux sens.

Ce dossier a une particularité rare : l'essentiel est avoué.

LE TABLEAU DES PREUVES

Ce qui est avoué, ce qui est allégué

Ce dossier a une particularité rare : l'essentiel est avoué. Le renseignement ukrainien a revendiqué son rôle dans Tinzaouatène. Le FLA a confirmé la formation de ses hommes en Ukraine. Paris, sommé de démentir l'existence de ses anciens légionnaires passés côté ukrainien, ne l'a pas fait. Ce qui reste allégué tient en deux points : une coordination pilotée par la France, affirmée par une seule source anonyme, et la présence d'unités du GUR au sol aujourd'hui, que personne n'a prouvée de manière indépendante.

Voici ce qui résiste à la vérification, en deux colonnes.

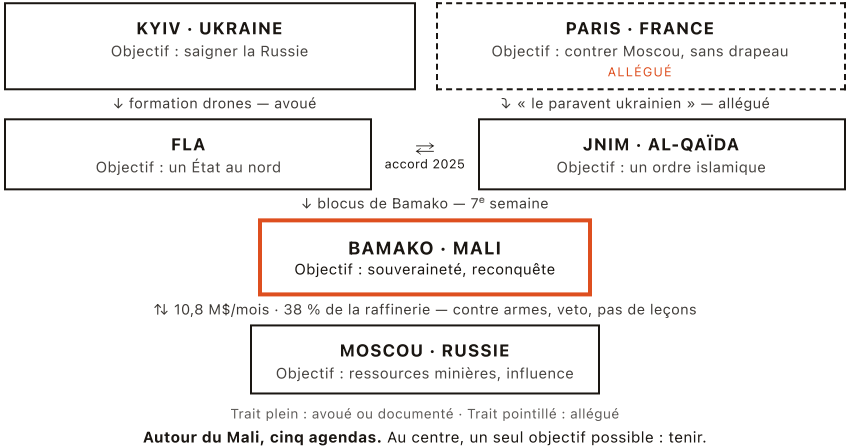
AVOUÉ (par les intéressés)	ALLÉGUÉ (source unique)
Renseignement ukrainien fourni aux rebelles, Tinzaouatène 2024 (Yusov, GUR).	Coordination pilotée par la France : « le paravent ukrainien » (une source sécuritaire anonyme, via Malbrunot).
Combattants FLA formés aux drones FPV en Ukraine (Ramadane, 2025).	Unités du GUR présentes au sol en 2026.
Coopération « en première phase » avec Kyiv (Ramadane, Contre-Poison, sept. 2024).	
Ex-légionnaires ukrainiens : non-démenti écrit de Paris.	

Les seuls éléments probants viennent des intéressés eux-mêmes.

Moscou se sert en or, Kyiv en revanche, le JNIM en routes. Nous, on paie.

CLÔTURE · JUIN 2026

Leur guerre, nos terres, notre addition

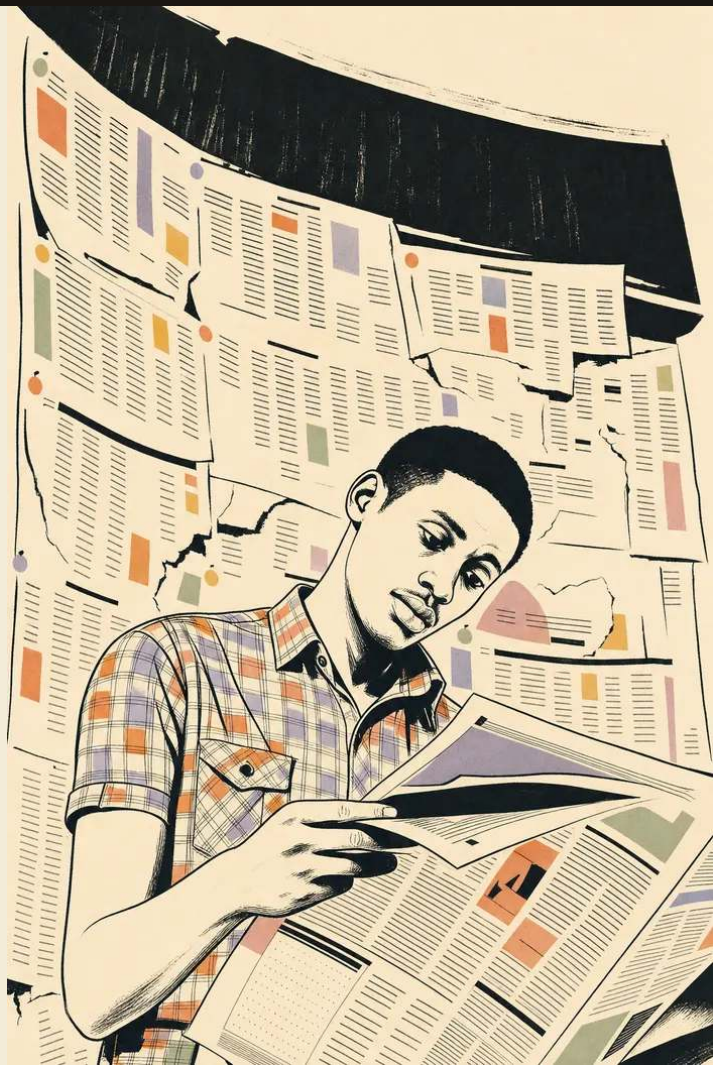


Les faits entiers, les voici. Une guerre venue d'ailleurs s'est installée sur nos terres, et chacun y a trouvé son compte : Moscou encaisse le cash et tient bientôt la raffinerie, Kyiv s'offre un second front à coût réduit, Paris un front sans drapeau avec le confort du démenti, le FLA un territoire et une technologie, le JNIM nos routes. Le gouvernement malien se bat avec les seules cartes qu'on lui a laissées.

L'accord d'Alger, Bamako l'a enterré en 2024 : un texte écrit ailleurs, une tutelle de papier que personne n'appliquait. Il l'a remplacé par un deal dont tout le monde connaît les termes à Koulouba : dix millions de dollars par mois, 38 % de la raffinerie de Sénou, et une protection qui n'a pas tenu Kidal. La contrainte n'est plus diplomatique, elle est physique : quand les routes sont coupées et les conteneurs bloqués à Dakar et Abidjan, la marge de manœuvre se mesure en générateurs et en prix du riz. Bamako savait ce qu'il achetait. Il n'avait pas d'autre vendeur.

Et la facture, elle, ne se discute ni à Paris, ni à Moscou, ni à Kyiv : elle se paie au marché de Bamako, dans le camion bloqué à Kayes, dans la maison quittée à Kidal. Quand la raffinerie de Sénou ouvrira, on saura qui tient vraiment l'or du Mali. D'ici là, retenez ceci : leur guerre, nos terres, notre addition.

L'information, c'est le pouvoir.



TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, chaque semaine, gratuit.

Rejoindre le canal WhatsApp →